

La France face à l'écran noir



Sécurité. Pour survivre à une attaque majeure, le gouvernement dispose de moyens appropriés.

Pour maintenir les fonctions vitales de l'Etat, comme la sécurité ou la santé, en cas de crise majeure, plusieurs réseaux parallèles sont déployés sur le territoire. Le réseau interministériel de l'Etat (RIE) permet la continuité de l'action gouvernementale et a remplacé depuis 2014 pas moins de 18 réseaux différents déployés par chaque ministère. « *En cas de black-out d'Internet, les missions vitales de l'Etat seront assurées* », dit Raphaël Marichez, chef du service RIE à Matignon. « *Même si ce sont des systèmes extrêmement durcis, nous pouvons encore renforcer la sécurité* », explique Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), qui nous glisse qu'une fibre optique totalement autonome desservira bientôt les sites de la région parisienne.

Côté sans-fil, deux réseaux de téléphonie mobile, Rubis et INPT, permettent aux gendarmes, policiers et pompiers de communiquer lorsqu'ils sont sur le terrain, indépendamment des réseaux publics. Développés à la fin des années 1980, ils continuent

Au cœur du réacteur

Nous sommes quelque part dans Paris. L'immeuble devant nous n'a rien de particulier: la vitrine est vierge, un peu sombre, et les piétons passent devant sans y faire attention. Pourtant, ce bâtiment ultrasécurisé et ses sous-sols abritent 14 000 mètres carrés d'équipements vitaux pour l'Internet français. C'est là que des dizaines d'opérateurs européens et mondiaux se connectent pour échanger du trafic. Sans le savoir, les Français y font transiter leurs données, simplement en regardant une vidéo sur YouTube ou en se connectant à Facebook: 80% du trafic direct métropolitain passe par là. En 2014, une panne de climatisation dans ces locaux avait entraîné une chute importante du trafic dans l'Hexagone pendant quelques heures... Les arrivées



Protection. Des sites suffisamment surveillés ?

d'électricité sont dupliquées et, en cas de crise majeure, six groupes électrogènes au fioul sont prêts à prendre le relais pour alimenter ces locaux qui consomment autant qu'une ville de plusieurs milliers d'habitants. Au sous-sol, des centaines de câbles convergent vers l'immeuble depuis les égouts. La crainte majeure est celle d'une attaque

terroriste sur ce type d'infrastructure. En 2007, la police britannique avait déjoué un projet d'Al-Qaeda visant des centres de données à Londres. Au-delà d'un éventuel bilan humain, les conséquences économiques pourraient être désastreuses. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) et « cerveau » du plan Vigipirate, assure que « *certaines mesures sont plus visibles que d'autres* », particulièrement pour ce type de site. Il ne peut pas en parler, mais nous apprendrons par d'autres sources qu'une récente directive nationale de sécurité « *télécom* », confidentielle, évoque justement la protection de tels équipements critiques. Contactée, la direction du centre de données parisien n'a pas souhaité communiquer ■ **G. P.**

d'assurer leur rôle. INPT a par exemple été très utile pour les communications autour du Bataclan à Paris, le soir du 13 novembre 2015, et en mars de la même année après le crash de l'avion de Germanwings dans les Alpes, où des « bulles tactiques » de communication ont été déployées en quelques dizaines d'heures. Les services de secours belges n'ont pas eu la même chance et ont subi de plein fouet l'effondrement des réseaux de communication après les attentats de Bruxelles, le 22 mars 2016.

Extinction. La France doit décider en 2017 si elle lance son projet de réseau radio du futur (RRF) pour remplacer Rubis et INPT. « Nos réseaux actuels utilisent la technologie 2G, qui ne permet pas l'envoi de photos ou de vidéos », nous explique Guy Duplaquet, responsable du projet RRF au ministère de l'Intérieur. « L'image est un besoin essentiel, c'est ce que l'on nous réclame le plus », poursuit-il. Les officiers supérieurs et les préfets, pas toujours présents sur le terrain, veulent pouvoir s'appuyer systématiquement sur des vidéos et des photos transmises par leurs équipes pour prendre des décisions.

Quoi qu'il en soit, l'Etat n'aura bientôt pas d'autre choix que d'investir. En effet, « l'équipementier de référence pour ces anciens réseaux, Airbus, doit en arrêter le support à l'horizon 2020-2025 », précise Guy Duplaquet. L'extinction de ces réseaux, qui peuvent être maintenus sous perfusion quelques années supplémentaires par les techniciens de l'Etat, devra intervenir au plus tard en 2030. Mais le prix du projet RRF va assurément faire grincer des dents : il faut compter « plusieurs centaines de millions d'euros, voire des milliards sur vingt à vingt-cinq ans », selon Guy Duplaquet, qui précise que le nouveau réseau 4G sera mieux sécurisé, évolutif vers la technologie 5G en cours de développement et interopérable avec ceux des voisins européens. En effet, les interventions impliquant plusieurs pays se multiplient, et personne ne veut revivre les cafouillages de communication entre équipes françaises et italiennes, lors de l'incendie du tunnel du Mont-Blanc, en 1999.

Certaines entreprises, comme Air France, EDF, la RATP ou la SNCF, disposent aussi de leurs propres réseaux, à moins grande échelle. Elles sont réunies dans l'association Agurre, qui milite auprès des pouvoirs publics pour l'obtention de nouvelles fréquences radio. Mais ces sésames sont difficiles à obtenir, car s'ils étaient plutôt vendus aux opérateurs mobiles, ils rapporteraient des centaines de millions d'euros à l'Etat ■ G. P.

« En cas de black-out d'Internet, les missions vitales de l'Etat seront assurées. » Raphaël Marichez, chef du service RIE à Matignon

HORS-SÉRIE **Le Point**

Fêtes et traditions

Leurs vraies histoires



80 DATES Galette des rois, Père Noël, feux de la Saint-Jean, Toussaint, Feria de Nîmes, Saint Valentin, défilé du 14 juillet, Fête du travail, Carnaval de Rio...

Incontournables du calendrier, manifestations régionales et internationales, mais aussi us et coutumes du quotidien...

DÉCOUVREZ LEURS ORIGINES ET LEURS SECRETS !

En vente chez votre marchand de journaux et sur boutique.lepoint.fr

Le Point